

# Les jeunes et les changements climatiques au Canada et au Québec



Aujourd'hui, les jeunes font face à un avenir décourageant : leurs vies et leurs moyens de subsistance seront affectés de manière disproportionnée par les retombées socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 et les effets accélérés de la crise climatique. En réponse à cette problématique, tant au Québec qu'au Canada, le mouvement climatique des jeunes s'est développé pour inclure un large éventail de coalitions climatiques, de groupes environnementaux et climatiques locaux et de groupes jeunesse plus généraux. Les mouvements de jeunes pour le climat ont su tirer parti de contextes et d'alliés réceptifs pour créer une dynamique de lutte climatique efficace. Les jeunes ont prouvé qu'ils étaient des défenseurs du climat compétents, légitimes et acceptés. Pourtant, malgré l'efficacité de leurs actions et l'impact disproportionné que le changement climatique aura sur les jeunes, ils sont généralement exclus du processus décisionnel. Une approche du changement climatique et de la lutte contre les pandémies qui inclut les jeunes devrait : donner la priorité aux besoins des jeunes dans les politiques climatiques, institutionnaliser l'inclusion des jeunes dans la prise de décision sur le climat, renforcer l'éducation climatique des jeunes et soutenir les actions climatiques menées par les jeunes.

© Oxfam-Québec, octobre 2021

Cet article a été rédigé par Giulia El Dardiry. Oxfam-Québec reconnaît l'appui d'Anne Duhamel, de Mark Fried et de Catherine Caron dans sa production, ainsi que les précieuses contributions de Simon Laflamme et Christian Tremblay. Cet article fait partie d'une série de documents créés pour éclairer le débat public sur des questions de politique humanitaire et de développement.

Pour de plus amples renseignements sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courriel à : [info.oxfamqc@oxfam.org](mailto:info.oxfamqc@oxfam.org).

Cette publication est protégée par le droit d'auteur, mais le texte peut être utilisé gratuitement pour de la sensibilisation, des campagnes, de l'éducation et de la recherche, à condition que la source soit citée dans son intégralité. Le titulaire du droit d'auteur demande que toutes ces utilisations lui soient signalées à des fins d'évaluation d'incidence. En cas de reproduction dans d'autres circonstances, de réutilisation dans d'autres publications, de traduction ou d'adaptation, une autorisation doit être obtenue et des frais peuvent être facturés. Courriel : [camille.garnier@oxfam.org](mailto:camille.garnier@oxfam.org)

Les renseignements contenus dans cette publication sont exacts au moment de la mise sous presse.

Photo de couverture : La Boîte 7 / Oxfam-Québec

# 1 INTRODUCTION

Le 27 septembre 2019, environ 500 000 personnes, dont 260 000 étudiants approximativement, ont manifesté dans les rues de Montréal afin de réclamer des mesures audacieuses pour lutter contre les changements climatiques dans le cadre de la plus grande marche de protestation de l'histoire du Canada<sup>1</sup>. Fait important, onze syndicats du Québec ont également fait grève pour appuyer cette manifestation historique menée par des jeunes.

Bien que la pandémie de COVID-19 ait eu d'importantes répercussions sur la vie des jeunes Canadiens, ils demeurent déterminés à appuyer des mesures climatiques ambitieuses ainsi qu'à veiller à un rétablissement durable après la COVID-19 donnant la priorité aux gens et à la planète. Cette position jouit d'un solide appui au Canada, où un sondage public de septembre 2020 sur le rétablissement après la COVID-19 a montré que 83 % des répondants estimaient qu'il était important d'assurer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone<sup>2</sup>. Et jamais, avant les élections fédérales de 2021, les programmes électoraux des grands partis politiques n'ont été aussi détaillés sur les questions environnementales<sup>3</sup>.

*Les jeunes aujourd'hui nous disent qu'on est depuis longtemps des animaux politiques défaillants. Qu'on a du mal à laisser de la place, de manière générale. ... Ce sont eux qui nous éduquent, mais sommes-nous prêts à écouter ?*

*– Jade Bourdages, professeure en travail social, Université du Québec à Montréal*

## Les jeunes au Canada et au Québec

- Le Canada n'a pas de tranche d'âge officielle définissant les « jeunes », même si certains organismes fédéraux et provinciaux ont adopté diverses tranches d'âge situées entre 15 et 35 ans. Au Québec, la Politique québécoise de la jeunesse 2030 s'adresse aux jeunes de 15 à 29 ans, sous réserve que certains aspects de la politique s'appliquent aux années précédant et suivant cette tranche d'âge.
- La population de jeunes au Canada et au Québec est assez semblable; environ 20 % de la population canadienne se situe entre 15 et 29 ans, tandis qu'au Québec, 20 % de la population se situe entre 12 et 29 ans.
- Sources : Doucette et Gilmour, « Environmental Scan : Extended Age Definition for Youth 15-24 »; Gouvernement du Québec, « Politique québécoise de la jeunesse 2030 : ensemble pour les générations présentes et futures » (Québec : Secrétariat à la jeunesse, ministère du Conseil exécutif, gouvernement du Québec, 2016), <https://www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/documents/pqj-2030.pdf>; Statistique Canada, « Un portrait des jeunes Canadiens » (Ottawa : Statistique Canada, 2019)

Aujourd'hui, les jeunes sont confrontés à des perspectives intimidantes, car leur vie et leurs moyens de subsistance seront touchés de façon disproportionnée par les retombées socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 et par les effets de la crise climatique qui s'accroissent<sup>4</sup>. Toutefois, malgré les répercussions démesurées que les changements climatiques et d'autres crises auront sur les jeunes, ceux-ci sont généralement exclus du processus décisionnel à l'échelle nationale et

provinciale.

Dans ce contexte, les jeunes exigent d'être traités non pas comme des victimes, mais comme des partenaires égaux et des agents de changement, qui devraient jouer un rôle clé dans l'élaboration des lois, des politiques et des programmes climatiques.

Pour assurer un rétablissement durable de la pandémie de COVID-19 qui freine les changements climatiques, les gouvernements nationaux et provinciaux ainsi que les organisations de la société civile devraient s'engager fermement à placer les jeunes au cœur de toutes les politiques et de tous les programmes.

Une approche incluant les jeunes en matière de changements climatiques et de rétablissement de la pandémie devrait :

- 1. Donner la priorité aux besoins des jeunes en matière de politiques climatiques;**
- 2. Institutionnaliser l'inclusion des jeunes dans la prise de décisions climatiques;**
- 3. Renforcer l'éducation des jeunes sur le climat;**
- 4. Soutenir l'action climatique menée par les jeunes.**

Ces quatre piliers nécessiteront de prêter une attention particulière aux besoins des personnes (les jeunes) et des régions les plus touchées ainsi que d'adopter une approche intersectionnelle tenant compte des inégalités socioéconomiques, entre les sexes et autres. Les politiques et les mesures relatives au climat doivent être fondées sur une inclusion significative des jeunes, tout en tenant compte des préoccupations, des aspirations, des compétences et des aptitudes diverses des jeunes de l'ensemble du Canada.

## 2 RÉPERCUSSIONS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LES JEUNES CANADIENS ET QUÉBÉCOIS

Dans le cadre de ses travaux sur les changements climatiques, le gouvernement du Canada met en œuvre une évaluation nationale continue intitulée *Le Canada dans un climat en changement : faire*

*progresser nos connaissances pour agir*. Lancée en 2017, cette évaluation vise à comprendre pourquoi et comment le climat du pays change, comment il affecte différentes collectivités et comment les collectivités s'adaptent et devraient s'adapter. Plus précisément, ce processus national d'évaluation sensibilisera les citoyens et les gouvernements et leur fournira de l'information, des rapports et des données pour qu'ils prennent les meilleures décisions en matière de changements climatiques<sup>5</sup>.

Le *Rapport sur le climat changeant du Canada* (RCCC) est le premier grand rapport issu du processus national d'évaluation. Ce rapport confirme que le climat se réchauffe au Canada et que ce réchauffement s'intensifiera à l'avenir. Actuellement, le Canada se réchauffe en moyenne deux fois plus vite que le reste du monde. Le Nord du Canada se réchauffe trois fois plus vite que le taux mondial.

Le réchauffement a également touché les océans environnants, qui sont devenus plus acides et moins oxygénés. Même si le rapport prévoit une augmentation des précipitations dans la majeure partie du Canada chaque année, la disponibilité saisonnière de l'eau douce variera, avec un risque de pénurie d'eau en été. Enfin, le réchauffement climatique intensifiera les phénomènes météorologiques extrêmes : les vagues de chaleur, sécheresses et feux de forêt seront plus fréquents; la hausse des précipitations accroîtra le risque d'inondations urbaines; les inondations côtières augmenteront en raison de l'élévation locale du niveau de la mer; et l'Arctique canadien connaîtra des périodes plus longues d'absence de glace de mer.

Ce changement du climat canadien a déjà de profondes répercussions. Les inondations et les incendies forcent l'évacuation de personnes qui subissent non seulement la perte financière de biens, mais aussi le traumatisme émotionnel du déplacement. La hausse des températures dans l'Arctique influe profondément sur les animaux, comme les phoques et les caribous dont dépendent les Inuits pour leur alimentation, les exposant à une insécurité alimentaire croissante, tout en minant leurs pratiques de chasse. La maladie de Lyme se propage dans l'ensemble du Canada en raison de températures plus chaudes, alors que des saisons polliniques et de pollution prolongée liées aux feux de forêt exacerbent les troubles respiratoires, l'asthme en particulier<sup>6</sup>.

Au Québec, les effets les plus importants des changements climatiques seront l'augmentation des vagues de chaleur, des précipitations, des inondations et des ondes de tempête<sup>7</sup>. L'augmentation du gel et du dégel pendant les saisons hivernales erratiques endommage déjà les routes et d'autres infrastructures de la province. Les inondations, quant à elles, devraient nuire à l'approvisionnement et à la gestion de l'eau potable. Comme d'autres régions du Canada, le Québec connaît sur son territoire des changements relatifs aux plantes et aux animaux et a enregistré une propagation rapide de la maladie de Lyme<sup>8</sup>.

Les jeunes sont particulièrement vulnérables à tous ces changements climatiques. Ils sont physiquement plus vulnérables à des problèmes de santé comme l'asthme et à l'exposition à la chaleur lorsqu'ils sont très



jeunes. Ils doivent psychologiquement s'adapter à la vie dans un monde changeant rapidement autour d'eux et sont généralement exclus de la prise de décisions sur leur avenir même. Dans ce contexte, les jeunes vivent de plus en plus d'anxiété et de chagrin écologiques<sup>9</sup>.

## JEUNES AUTOCHTONES

Les changements climatiques les plus marqués sont ceux touchant les régions polaires de la planète. Par conséquent, ce sont les communautés inuites qui subissent les effets les plus importants des changements climatiques<sup>11</sup>.

Au Canada, plus de 50 % de la population inuite est âgée de moins de 24 ans; ce sont les jeunes Inuits qui devront relever le défi colossal de préserver leur mode de vie tout en s'adaptant aux changements climatiques. La variabilité de la température dans l'Arctique comporte une myriade d'effets, y compris une réduction importante de la neige, ce qui nuit à la capacité de se déplacer par voie terrestre en motoneige. Non seulement cette perturbation du transport isole les jeunes Inuits, mais elle les empêche également de participer à de nombreuses activités traditionnelles terrestres (comme la chasse), qui sont au cœur de leur identité en tant qu'Inuits<sup>12</sup>.

Devant ces nombreuses pressions climatiques, les jeunes Inuits ressentent d'intenses réactions émotionnelles en ce qui concerne les changements climatiques, en particulier la possibilité de perdre leur capacité de vivre de la terre et de maintenir leur sentiment d'identité culturelle. Un rapport de 2019 sur les changements climatiques publié par Femmes Autochtones du Québec Inc. a souligné qu'une des principales conséquences des changements climatiques pour les peuples autochtones de la province sera la perte du transfert intergénérationnel des connaissances écologiques<sup>13</sup>.

*« Je ne peux pas m'imaginer ne pas être inuite. C'est comme si je n'étais pas quelqu'un ou quelque chose... Si je n'étais pas inuit, qu'est-ce que je serais ? ... Lorsqu'on fait des choses culturelles, comme aller à la cabane et chasser, on se sent plus inuit et on a un sentiment d'appartenance... » – Jeune femme inuite, Rigolet, Nunatsiavut, Canada<sup>10</sup>*

## 3 MOUVEMENT DES JEUNES POUR LE CLIMAT AU CANADA ET AU QUÉBEC

En 2006, 48 organisations de jeunes dans l'ensemble du Canada ont créé la Coalition canadienne des jeunes pour le climat afin de préconiser une action climatique ambitieuse et immédiate de la part des gouvernements national et provinciaux, ainsi que des dirigeants du secteur privé.

Depuis, le mouvement des jeunes pour le climat a pris de l'ampleur et

comprend un large éventail de coalitions climatiques internationales, de groupes environnementaux et climatiques locaux et de groupes de jeunes plus généraux.

#### **Soutien de l'action climatique et environnementale au Canada**

L'énergie, l'organisation et le travail acharné des jeunes ont été essentiels à la mobilisation extraordinaire de la grève mondiale du climat à Montréal en 2019. Cependant, le succès des jeunes trouve ses racines dans un consensus canadien croissant relativement aux changements climatiques.

Selon une étude menée par l'Université de Montréal sur l'opinion publique au sujet des changements climatiques au Canada entre 2011 et 2018, 60 % des Canadiens pensent que l'activité humaine est le moteur des changements climatiques et 70 % estiment que leur province subit déjà les effets négatifs de ces changements. Près de 60 % des répondants appuient en outre un système de plafonnement et d'échange pour limiter les émissions, et un peu plus de la moitié soutient l'augmentation des taxes sur les carburants à base de carbone.

Source : Sondage canadien sur l'énergie et l'environnement (Canadian Surveys on Energy and the Environment [CSEE]), Université de Montréal, consulté le 22 janvier 2020, <https://www.umontreal.ca/climat/index.html>

## **BÂTIR UN MOUVEMENT DES JEUNES POUR LE CLIMAT AU QUÉBEC**

Le contexte généralement favorable à la lutte contre les changements climatiques au Canada est encore plus prononcé au Québec, qui a été la première administration en Amérique du Nord à mettre en place une taxe sur le carbone en 2007<sup>14</sup>. En 2013, la tarification du carbone a été étendue à un système de plafonnement et d'échange, qui couvre maintenant les secteurs de l'industrie et des transports<sup>15</sup>. L'argent récolté de ce système appuie le Fonds vert qui, à son tour, finance le Plan d'action sur les changements climatiques du gouvernement du Québec, ainsi que le travail des organismes de la société civile, des villes, des entreprises et des citoyens ordinaires pour lutter contre les changements climatiques<sup>16</sup>.

#### **Appui à l'action climatique et environnementale au Québec**

Outre l'engagement du gouvernement du Québec en matière de lutte contre les changements climatiques, la province est également le cadre d'un mouvement environnemental bien établi qui a connu de nombreux succès et qui a légitimé les questions environnementales au sein de la population générale. Dans l'étude de l'Université de Montréal citée précédemment, les Québécois étaient les plus susceptibles de penser que le réchauffement de la planète se produisait (89 %), qu'il était causé par l'activité humaine (67 %) et qu'il avait déjà des effets négatifs dans leur province (79 %). Ils étaient également les plus enclins à être en faveur de la tarification du carbone (65 %).



De même, un sondage d'opinion publique sur les changements climatiques au Québec, mené par le Laboratoire sur l'action climatique (effort de collaboration entre l'Université Laval et *Unpointcinq*), indique également que les Québécois ont une solide position environnementale. Par exemple, 79 % des Québécois se disent extrêmement préoccupés par les questions environnementales et 74 % estiment que l'action climatique est urgente. Quatre-vingt-six pour cent affirment aussi qu'ils fournissent déjà des efforts pour réduire leur impact climatique et 76 % aimeraient en faire plus.

Plus important encore, 93 % des Québécois estiment que les changements climatiques concernent leur génération. On suppose souvent qu'il s'agit d'une préoccupation des jeunes et des citoyens, mais au Québec, ce sont les femmes, les personnes de plus de 55 ans et les personnes ayant des enfants ou des petits-enfants qui sont les groupes les plus susceptibles de s'inquiéter des changements climatiques dans la province.

À l'approche des élections fédérales de 2021, 76 % des Canadiens pensent que leur pays devrait en faire davantage pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre; cette proportion est passée à 87 % au Québec<sup>17</sup>. Les Québécois peuvent donc être considérés comme étant différents au sein du Canada et à l'échelle internationale par leur appui à l'action en matière d'environnement et de changements climatiques.

Ce consensus sur la lutte contre les changements climatiques se poursuit au Québec malgré les répercussions de la pandémie de COVID-19 : une enquête menée en juin 2020, au début de la pandémie, alors que des mesures strictes de confinement sanitaire étaient en place, révèle que 75 % des Québécois continuaient de s'inquiéter des questions environnementales et que 82 % estimaient que l'action climatique demeurait urgente. De plus, 67 % des Québécois jugeaient la santé, l'environnement et la qualité de vie comme étant prioritaires par rapport à la croissance économique, et plus de 80 % souhaitaient que le gouvernement maintienne (33 %) ou augmente (50 %) ses engagements en matière de climat.

Cette position peut s'expliquer par le fait que le mouvement environnemental du Québec a su capitaliser sur le rôle important de l'hydroélectricité et de l'eau (ou « or bleu ») dans l'histoire de la province. Ce rôle de source d'énergie plus propre dans l'histoire de la province, conjugué à une campagne concertée de sensibilisation du public aux changements climatiques et à l'acceptation générale des changements climatiques par les médias provinciaux, a créé un contexte favorable à l'activisme environnemental. De plus, les Québécois ont une histoire et une culture fortes de soutien à l'action sociale collective. Ces valeurs environnementales et collectives se sont avérées essentielles pour résister aux projets d'Hydro-Québec de diversifier ses activités en dehors de l'hydroélectricité, pour contrecarrer les plans du gouvernement provincial de privatiser un parc national et d'extraire du gaz de schiste le long du fleuve Saint-Laurent, ainsi que pour amener la *Caisse de dépôt et placement du Québec* à abandonner la production pétrolière d'ici la fin de 2022.

Sources : Sondage canadien sur l'énergie et l'environnement (Canadian Surveys on Energy and the Environment [CSEE]), Université de Montréal, consulté le 22 janvier 2020, <https://www.umontreal.ca/climat/index.html>; Valériane Champagne St-Arnaud et Pénélope Daignault, « Québec's Environmental Movement Has Had a Long String of Victories. What's the Secret to Its Success? », CBC News, 26 septembre 2019, <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-climate-movement-1.5297668>; Philippe Mercure, « Montréal, 24 janvier 2020 »; Alex Ballingall, « Why Does the Climate-Change Crisis Resonate so Much in Quebec? », The Star, 9 septembre 2019, <https://www.thestar.com/politics/federal/2019/09/05/why-does-the-climate-change-crisis-resonate-so-much-in-quebec.html>; « », Léger Marketing, juin 2020, <http://www.lepacte.ca/wp->

De vastes secteurs de la société québécoise sont engagés dans des questions environnementales, qu'il s'agisse d'ONG ou d'universités, d'administrations municipales, de commissions scolaires, de groupes d'affaires, voire de travailleurs de la santé préoccupés par les répercussions des changements climatiques sur la santé qui ont récemment créé le mouvement. Les activistes du Québec ont également montré une volonté de travailler avec des alliés et d'en trouver dans des endroits improbables, comme le milieu des affaires. Les jeunes militants ont donc obtenu un large soutien social qu'ils ont utilisé pour renforcer et asseoir leur propre travail à l'avant-garde du mouvement sur le changement climatique.

Alors qu'environ 30 % des Québécois seulement font confiance aux ONG et aux autres institutions qui œuvrent dans le domaine des changements climatiques, ils sont extrêmement favorables à l'équité intergénérationnelle et s'entendent pour dire qu'on n'en fait pas assez pour assurer l'avenir des jeunes. Soixante-dix pour cent disent qu'ils sont inspirés par les jeunes d'aujourd'hui<sup>18</sup>. Les jeunes sont donc des défenseurs efficaces, légitimes et acceptés de la lutte contre les changements climatiques.

#### **Aperçu des principales organisations du mouvement canadien des jeunes pour le climat**

##### **Canada**

- Grève pour le climat Canada (Climate Strike Canada)
- OurClimate.ca (anciennement la Canadian Youth Climate Coalition [Coalition canadienne des jeunes pour le climat])
- Canadian Youth Alliance for Climate Action (CYACA)
- National Inuit Youth Council
- Youth Climate Lab
- Action climatique 150
- Foundation for Environmental Stewardship
- Environmental Youth Alliance
- Climate Guides
- Écosystème Jeunesse Canada
- Manitoba Youth for Climate Action
- Sustainabiliteens
- Future Rising Ottawa
- Shake up the Establishment

##### **Québec**

- Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES)
- ENvironnement JEUnesse
- Justice climatique / Climate Justice Montréal
- Devoir Environnemental Collectif

Le mouvement des jeunes pour le climat qui a vu le jour au Québec au cours des dernières années comprend diverses coalitions organisées en fonction des niveaux d'éducation; par exemple, correspondant au niveau

secondaire, au niveau collégial et au niveau universitaire.

En février 2020, *Pour le futur*, DEC et *La planète s'invite à l'université* ont été officiellement dissous et reconstitués en une coalition unifiée : la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES)<sup>19</sup>. Le CEVES réunit des jeunes de 13 à 26 ans qui travaillent sur des questions environnementales dans plus de 40 établissements d'enseignement du Québec.

Justice Climatique Montréal est née de *Power Shift Canada* en 2009. *Power Shift Canada* était un rassemblement national de jeunes militants canadiens pour le changement climatique à Ottawa, en Ontario. Après des ateliers, des discussions et des manifestations dans la capitale, le contingent de Montréal a décidé d'agir au Québec<sup>20</sup>.

## DEMANDES DES JEUNES POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Les jeunes militants pour le climat au Canada ont organisé leur travail autour d'un ensemble de principes, de droits et d'exigences stratégiques largement partagés. Comme leurs pairs mondiaux, les jeunes Canadiens abordent les changements climatiques sous l'angle des droits de la personne. Cela signifie d'abord que la crise climatique est fondamentalement une question d'équité intergénérationnelle, à savoir que les besoins et les aspirations de la génération actuelle ne doivent pas se faire au détriment des générations futures<sup>22</sup>.

Deuxièmement, les jeunes comprennent que les changements climatiques sont une crise profondément liée à l'héritage des inégalités socioéconomiques, du colonialisme et du racisme. En particulier, les activistes canadiens établissent explicitement un lien entre l'action climatique et la justice et les droits des Autochtones. En fait, la première demande de Climate Strike Canada est d'adopter et de mettre en œuvre immédiatement et intégralement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Il s'agit également d'un principe de base de la CEVES (la coalition étudiante québécoise sur le climat dont il a été question précédemment)<sup>23</sup>.

Au Québec, le mouvement des jeunes pour le climat a notamment consacré beaucoup d'énergie à deux enjeux éducatifs, à savoir<sup>24</sup> :

- intégrer l'éducation environnementale et climatique dans l'ensemble du système d'éducation du Québec;
- s'assurer que tous les établissements d'enseignement se départissent des combustibles fossiles.

Outre ces prétentions éducatives, les jeunes militants pour le climat au Québec appuient les quatre revendications de la coalition québécoise pour le climat *La planète s'invite au parlement*, créée en 2018 en réponse à l'absence quasi totale de questions climatiques pendant la campagne électorale québécoise<sup>25</sup>.

*Nous ne considérons plus le climat comme une question géophysique, mais plutôt comme une question de droits de la personne, de bien-être et de santé.*

– *Manvi Bhalla, cofondatrice et présidente, Shake up the Establishment*<sup>21</sup>

Parallèlement, de jeunes militants du climat du Québec ont intenté des poursuites contre le gouvernement canadien. En novembre 2018, ENvironnement JEUnesse (ENJEU) a déposé une action collective contre le gouvernement canadien devant la Cour supérieure du Québec, lui demandant d'ordonner au gouvernement du Canada de mettre en œuvre une cible et les mesures nécessaires pour respecter les droits fondamentaux des jeunes du Québec. En février 2021, ENJEU a présenté à la Cour d'appel du Québec sa demande d'autorisation d'exercer cette action collective. La Cour examine présentement la requête.<sup>26</sup>

### **Ateliers de cocréation d'Oxfam-Québec au Canada et en Afrique de l'Ouest : les jeunes et les changements climatiques**

En avril 2019 et en novembre 2019, Oxfam-Québec a organisé deux ateliers avec des jeunes respectivement du Canada et d'Afrique de l'Ouest concernant leurs points de vue, leurs approches et leurs objectifs en matière de changements climatiques et d'action climatique. L'objectif était de travailler avec les jeunes pour déterminer la meilleure façon pour Oxfam-Québec de soutenir les jeunes dans leur travail sur le climat et d'orienter les activités de sensibilisation ainsi que les programmes d'Oxfam-Québec pour les jeunes et les changements climatiques.

Lors de chaque atelier, une vingtaine de jeunes ont élaboré un ensemble de priorités et de pistes d'action possibles. Les jeunes ont cerné huit enjeux clés à aborder pour que les mesures de lutte contre les changements climatiques aboutissent :

- Lutter contre le pessimisme que ressentent de nombreuses personnes par rapport au changement climatique;
- Transformer le système socioéconomique sous-jacent en un système conscient du climat;
- Aborder l'intersectionnalité et le besoin d'approches inclusives et collaboratives en matière de justice climatique;
- Travailler efficacement à accroître la sensibilisation aux changements climatiques et aux questions environnementales;
- Faire en sorte que les organes directeurs s'engagent auprès des groupes marginalisés et historiquement exclus;
- Inciter les jeunes et les femmes à travailler à la justice climatique;
- Lutter contre la perte de biodiversité;
- Encourager une agriculture durable et novatrice.

Pour chacun de ces enjeux, les jeunes ont trouvé des façons possibles d'aller de l'avant, notamment :

- intégrer l'éducation verte dès la petite enfance;
- élaborer des indicateurs autres que le PIB pour mesurer le bien-être;
- établir des mécanismes de consultation plus accessibles, comme des forums municipaux;
- mieux utiliser les médias sociaux;
- démanteler la hiérarchie de crédibilité actuelle en cédant l'espace officiel à des groupes (comme les jeunes) auxquels on a historiquement accordé peu d'importance dans la prise de décisions;
- promouvoir une plus grande sensibilisation à l'environnement et à

l'écocitoyenneté chez les jeunes et les femmes;

- former les jeunes à l'économie verte;
- accélérer le développement d'une agriculture intelligente face au climat.

## DEMANDES DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les jeunes militants canadiens pour le climat sont de plus en plus sensibilisés à la façon dont la crise climatique recoupe l'injustice raciale et l'inégalité des revenus<sup>28</sup>. En fait, en prévision du discours du Trône du 23 septembre 2020 et de la Journée mondiale d'action pour le climat du 25 septembre 2020, des jeunes de l'ensemble du pays se sont mobilisés pour réaffirmer leurs exigences à la lumière des défis que pose la pandémie.

La campagne #NotGoingBack de 2020 a établi le lien entre les exigences climatiques fondamentales et des appels à la justice sociale et raciale. Ce qui est crucial, c'est que les jeunes Canadiens comprennent clairement qu'ils ne veulent pas seulement des promesses de leur gouvernement (puisqu'elles n'ont pas été tenues à maintes reprises), mais des mesures concrètes pour assurer une reprise durable et juste<sup>29</sup>.

*Aujourd'hui, il n'y a pas de Greta ici. Il y a nous, les jeunes du Québec et du Canada, il y a vous, il y a une crise et il y a les promesses que vous n'avez pas tenues.*

*– Marouane, étudiante montréalaise militante pour le climat<sup>27</sup>*

### Exigences de la campagne #NotGoingBack

#### 1. Investir dans les gens, pas les grandes entreprises

- Créer des millions de bons emplois écoresponsables;
- Rendre les soins de santé, le logement, le transport collectif et l'éducation universellement accessibles;
- Accorder la priorité à la sécurité alimentaire et à de l'eau propre pour tous;
- Faire payer sa juste part au 1 % des plus riches.

#### 2. Démanteler le racisme et le colonialisme

- Adopter et mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA);
- Poursuivre la réconciliation avec les communautés autochtones en s'efforçant de restituer les terres;
- Garantir le statut de résident permanent à toutes et à tous;
- Définancer la police afin d'injecter davantage d'argent dans les services sociaux.

#### 3. Reconnaître que la crise climatique est une urgence

- Atteindre zéro émission d'ici 2030 en investissant 5 % du PIB annuel dans une transition juste;
- Mettre un terme à la construction d'infrastructures pour l'industrie des combustibles fossiles, tout en garantissant soutien et emploi aux travailleurs des industries connexes;
- Intégrer le climat dans tous les processus d'élaboration des politiques et de budgétisation;
- Accroître l'aide financière aux pays les plus touchés par les

changements climatiques et pousser les pays les plus riches à respecter les objectifs de limitation du réchauffement à 1,5 °C.

Source : « La Lettre », Not Going Back, consulté le 25 septembre 2020, <https://wearenotgoingback.ca/fr/>.

## 7 LES JEUNES PRENNENT LES DEVANTS EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les jeunes participent activement aux forums internationaux sur les changements climatiques ainsi qu'à la formation et à la sensibilisation en matière de changements climatiques, en particulier dans les milieux éducatifs. La Foundation for Environmental Stewardship est, par exemple, une organisation canadienne dirigée par des jeunes et axée sur eux mettant en œuvre une initiative nationale (3% Project) qui vise à se rendre dans 500 écoles du pays pour éduquer les jeunes sur les changements climatiques et les former à développer leurs propres solutions climatiques<sup>30</sup>.

La résistance à l'expansion des oléoducs et le désinvestissement du secteur de l'énergie fossile sont également au cœur de l'action des jeunes. Au Québec, Justice climatique Montréal s'efforce de susciter l'opposition aux propositions d'agrandissement d'oléoducs provenant de sables bitumineux au Québec<sup>31</sup>. Toujours au Québec, en 2017, une campagne menée en grande partie par les étudiants de l'Université Laval (le groupe *ULaval sans fossiles*) a fait de cette université la première université canadienne à se départir entièrement des combustibles fossiles. À la suite de ce succès, l'Université du Québec à Montréal s'en est également départie en 2018 et l'Université Concordia s'est engagée à complètement se départir des combustibles fossiles d'ici 2025<sup>32</sup>. La mobilisation citoyenne intergénérationnelle a également été déterminante dans la décision du premier ministre François Legault d'annoncer que la province renoncera définitivement à l'extraction d'hydrocarbures au Québec<sup>33</sup>.

### **Désinvestissement des combustibles fossiles : *ULaval sans fossiles***

Le 15 février 2017, l'Université Laval a marqué l'histoire en devenant la première université canadienne à s'engager officiellement à se désinvestir



des entreprises de combustibles fossiles. Cette décision a été prise à la suite d'une campagne de trois mois menée par *ULaval sans fossiles*, coalition dirigée par des étudiants réunissant des membres de la communauté universitaire déterminés à voir les fonds de dotation et les caisses de retraite de l'université cesser tout investissement dans des entreprises de combustibles fossiles.

Le travail de la coalition a contribué de façon déterminante à pousser l'administration de l'université à prendre cette décision de désinvestissement. Son efficacité est en partie attribuable à sa capacité de créer rapidement des alliances avec des réseaux d'étudiants bien établis, comme la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval, des partis politiques, comme Québec Solidaire, et des ONG, comme la Fondation David Suzuki. La coalition a en outre bénéficié de la force et du soutien du mouvement mondial de désinvestissement, qui comprend maintenant plus de 680 institutions et administrations locales ayant décidé de se départir partiellement ou entièrement des combustibles fossiles, ainsi que de la récente vague de mesures climatiques et de leur visibilité.

Cependant, le peu de temps qu'il a fallu à l'université pour accepter les demandes de la coalition est probablement dû au fait que l'Université Laval travaillait déjà à devenir un campus neutre en carbone et se classe au deuxième rang mondial en matière de développement durable. Les militants de la coalition *ULaval sans fossiles* ont donc profité de cet élan et ont trouvé des interlocuteurs réceptifs au sein de l'administration de l'université, qui considéraient que le désinvestissement reflétait et soutenait les valeurs de l'université.

En dépit de l'engagement de désinvestissement de l'université, les militants étudiants d'*ULaval sans fossiles* ont insisté pour que leur campagne se poursuive jusqu'à ce que le désinvestissement ait effectivement lieu et se sont engagés à faire en sorte que l'annonce soit suivie de mesures concrètes.

En effet, près de trois ans plus tard, l'Université Laval a changé de cap. Elle veut réduire l'empreinte carbone de ses investissements de 50 % d'ici 2030, mais ne promet plus de se retirer complètement du pétrole.

Sources : Audrey Carleton, « Université Laval First University in Canada to Divest from Fossil Fuels », The McGill Tribune, 8 mars 2017, <https://www.mcgilltribune.com/news/universite-laval-first-university-in-canada-to-divest-from-fossil-fuels-989800/>; « ULaval sans fossiles », ULaval sans fossiles, consulté le 15 janvier 2020, <https://ulavalsansfossiles.org/>; <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1429267/universite-laval-strategie-reduction-empreinte-carbone-investissements-actions-petrole>, consulté le 28 octobre 2021.

Les jeunes Canadiens travaillent également à créer des mouvements mondiaux unifiés en faveur de l'action climatique et du développement durable. Youth4Nature est une initiative mondiale lancée par de jeunes Canadiens pour habiliter et former des jeunes à être chefs de file en matière de solutions axées sur la nature afin de lutter contre les changements climatiques. Ils y parviennent grâce au renforcement des capacités de défense efficace des droits et à l'échange de connaissances relativement à des solutions axées sur la nature et dirigées par des jeunes en vue de lutter contre les changements climatiques. Bien qu'elle ait été lancée au Canada, l'initiative Youth4Nature compte des coordonnateurs régionaux au Kenya, en Inde, en Ukraine, au Mexique, en Belgique, au Royaume-Uni et aux États-Unis<sup>34</sup>.

Un autre exemple d'alliance internationale est l'initiative transatlantique AMPLIFY, soutenue par l'Union européenne et mise en œuvre par six organisations de la société civile et de la jeunesse, dont Oxfam-Québec. AMPLIFY rassemble des jeunes d'Europe et du Canada s'efforçant de créer des alliances durables ainsi que des espaces de cocréation et d'échange afin de trouver des solutions novatrices dirigées par des jeunes portant sur des problèmes contemporains urgents, notamment les changements climatiques<sup>35</sup>.

Fait plus important encore, les jeunes relèvent le défi de trouver des solutions novatrices pour lutter contre les changements climatiques en mettant l'accent sur le soutien à l'entrepreneuriat climatique des jeunes et aux solutions de croissance verte. Au Canada, par exemple, le Youth Climate Lab administre un programme appelé « Greenpreneurs », qui offre de la formation, du soutien et du financement de démarrage afin d'aider des équipes de jeunes à donner vie à leurs solutions d'affaires axées sur la croissance verte<sup>36</sup>. Au Québec, Oxia-initiative a été fondée en 2018 pour catalyser la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, en créant des outils aidant les entreprises et les autres décideurs à évaluer avec précision leur empreinte carbone et à prendre des mesures efficaces pour la réduire<sup>37</sup>.

#### **Innover pour un avenir durable : Ceres Solutions Ltd.**

En 2015, Alex Villeneuve suivait un programme d'apprentissage en cuisine en Alberta lorsqu'il décida de s'inscrire à un cours de maître brasseur. C'était une décision fortuite. Alex remarqua que le grain utilisé restant du processus de fermentation était jeté et que ce processus d'élimination était coûteux et difficile. En fait, près de 85 % du grain utilisé terminait généralement dans un site d'enfouissement.

Pour régler ce problème de déchets, Alex élaborait un plan d'affaires et reçut un soutien financier d'Alberta Innovates afin de développer son idée d'utiliser le produit de déchets céréaliers comme base de son entreprise d'enlèvement durable des déchets, Ceres Solutions Ltd.

Aujourd'hui, Ceres Solutions Ltd. utilise les sous-produits de la bière pour cultiver des pleurotes gastronomiques pour les restaurants et produire des aliments pour le bétail appelés Mycopro.

Ceres Solutions Ltd. est non seulement une entreprise novatrice, mais aussi une initiative locale promouvant une économie circulaire; les déchets des brasseries locales servent à produire des aliments pour les restaurants locaux et les fermes locales.

Sources : Ashani Jodha, « Olds College Enviro-Prodigy Is Growing Mushrooms from Beer Waste », Maclean's, 17 décembre 2016, <https://www.macleans.ca/education/college/olds-college-enviro-prodigy-is-growing-mushrooms-from-beer-waste/>; « The Little Idea That Could », Alberta Innovates, 3 décembre 2018, <https://albertainnovates.ca/impact/newsroom/the-little-idea-that-could/>.

# PARTICIPATION AUX NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT DE LA CCNUCC

Les jeunes Canadiens disposent de plusieurs moyens de participer aux négociations officielles sur le climat. De nombreuses organisations de la société civile, comme le *British Columbia Council for International Cooperation*, envoient de jeunes délégués aux négociations de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les jeunes du Québec étaient bien représentés à la 25<sup>e</sup> Conférence de l'ONU sur les changements climatiques (la Conférence des Parties ou CdP, mieux connue sous l'acronyme anglophone COP), à Madrid, en décembre 2019. Des jeunes ont participé à des délégations d'ONG, d'universités et d'autres, transmettant la passion, les préoccupations et les demandes des jeunes du Québec aux négociations de la CCNUCC.

Une façon pour les jeunes Québécois de participer aux conférences de la CCNUCC était par l'entremise des Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ)<sup>38</sup>. En 2019, LOJIQ a soutenu 19 jeunes délégués à la COP25. Les jeunes délégués de LOJIQ ont d'abord participé à la 15<sup>e</sup> Conférence des jeunes, COY15, tenue avant la COP25, où ils ont contribué à la liste définitive des demandes des jeunes, y compris des cibles d'émissions plus ambitieuses, un soutien financier accru pour le Fonds vert, la restauration des écosystèmes et le soutien à l'agroécologie.

Lors de la COP25 officielle, les délégués de LOJIQ ont pris la parole au Pavillon de la Francophonie, où ils ont souligné l'importance de participer à des forums internationaux comme la CCNUCC afin de mieux comprendre le fonctionnement des négociations internationales et la meilleure façon d'influencer leur résultat. De plus, les jeunes délégués ont participé à une rencontre avec le ministre de l'Environnement du Québec, Benoit Charette, au cours de laquelle ils ont pu faire part de leurs préoccupations et de leur demande pour que le Québec se fixe des cibles d'émissions plus ambitieuses.

## FAIRE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES UNE PRIORITÉ POLITIQUE

Au Canada et au Québec, les mouvements dirigés par des jeunes ont fait des changements climatiques un enjeu central des campagnes électorales fédérales de 2019 et provinciales de 2018.

Avant les élections fédérales canadiennes de 2019, les jeunes militants pour le climat ont lancé Notre Moment, une campagne appuyée par 350 Canadiens afin d'organiser et de promouvoir un Nouveau Pacte vert

et des mesures climatiques audacieuses. La campagne a joué un rôle essentiel pour faire des changements climatiques un enjeu électoral central, dont il a été question au cours du débat des chefs en octobre et tout au long de la campagne fédérale. Huit des candidats approuvés par Notre Moment ont été élus.

Après les élections, afin de maintenir la pression sur les députés, 27 jeunes militants ont occupé la Chambre des communes pour exiger que les membres du Parlement travaillent ensemble pour lutter contre la crise climatique. Bien que ces jeunes militants aient été arrêtés, cette mesure a obligé des dizaines de députés à rencontrer officiellement les organisateurs de Notre Moment pour recevoir les lettres de mandat qui avaient été préparées pour chaque député et qui décrivaient comment faire du Nouveau Pacte vert une priorité.

### **Influencer la politique : *Campagne Notre Moment***

Le 17 avril 2019, un groupe de jeunes militants canadiens a officiellement lancé l'initiative Notre Moment, qui comprenait une campagne dans les médias sociaux combinée à une organisation sur le terrain avec des organismes jeunesse dans des villes du Canada.

En mai, Notre Moment a collaboré avec plus de 150 organismes afin d'obtenir du soutien pour un Nouveau Pacte vert dans chaque province et territoire du pays. Près de 200 assemblées publiques ont été organisées pour sensibiliser plus de 7 000 personnes à la crise climatique, à l'inégalité et à la nécessité de prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques. La moitié de ces assemblées a eu lieu dans de petites collectivités rurales et nordiques de moins de 30 000 habitants. Parallèlement aux assemblées publiques, les jeunes organisateurs ont aussi cherché d'autres occasions de discuter du Nouveau Pacte vert et de la justice climatique dans leurs collectivités.

En juillet, les organisateurs de Notre Moment ont rallié des milliers de Canadiens pour demander à la Société Radio-Canada (SRC) d'organiser un débat des chefs sur les changements climatiques. Au fur et à mesure de la croissance du soutien pour le Nouveau Pacte vert, les jeunes ont commencé à organiser des prises de contrôle radio en vue de promouvoir un débat des chefs sur le climat. Parallèlement, d'éminents auteurs, artistes, politiciens et dirigeants autochtones ont commencé à réclamer un débat des chefs sur le climat.

En août, une recherche sur le terrain de candidats qui se feraient les champions du Nouveau Pacte vert a été lancée. Les membres des collectivités ont proposé des candidats et, dans la mesure du possible, les organisateurs de Notre Moment ont rencontré ces candidats pour discuter du Pacte. Également en août, Notre Moment et des organismes partenaires se sont rendus à la SRC avec une pétition signée par plus de 50 000 Canadiens réclamant un débat des chefs sur le climat.

Début septembre, Notre Moment a organisé une formation pour les formateurs à Edmonton, en Alberta, en vue de former 20 jeunes afin qu'ils établissent un soutien efficace pour le Nouveau Pacte vert et pour l'action climatique en général dans leurs collectivités respectives avant les élections fédérales et la grève mondiale pour le climat du 27 septembre. Ces 20 formateurs de jeunes ont à leur tour formé des centaines d'autres organisateurs de jeunes.

Toujours en septembre, Notre Moment a publié une liste de candidats qu'ils appuyaient.

Au cours du premier débat des chefs tenu à Toronto le 12 septembre 2019, de jeunes militants étaient sur place pour exiger un leadership plus audacieux en matière de climat et pour suivre la mesure dans laquelle le débat se concentrait sur le climat.

La veille de la grève mondiale sur le climat, les organisateurs de Notre Moment ont occupé le siège social de la SRC à Toronto pour exiger que le réseau tienne un débat sur le climat. Bien que cette mesure ait forcé une rencontre avec les représentants de la SRC, le réseau a résisté aux appels d'organisation d'un débat axé sur le climat.

Le 27 septembre 2019, Notre Moment a mobilisé des centaines de jeunes pour participer aux grèves dans l'ensemble du Canada.

En octobre, Notre Moment a publié la liste définitive des 35 candidats approuvés pour les élections fédérales.

À la veille des élections, les organisateurs de Notre Moment ont distribué des milliers de journaux du Jour de la Terre 2020 qui décrivaient une vision pour que le Canada réussisse à lutter contre les changements climatiques et les inégalités. Le jour des élections, le 18 octobre, des centaines de jeunes bénévoles ont fait du porte-à-porte pour obtenir des votes pour les 35 candidats approuvés et ont envoyé près de 60 000 messages textes afin d'encourager les gens à voter pour un Nouveau Pacte vert.

Source : « C'est notre moment : il nous faut un New Deal vert », Notre Moment, consulté le 29 février 2020, <https://our-time.ca/notre-moment2/>.

## 8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Oxfam-Québec salue les engagements du gouvernement du Québec envers les jeunes, tels qu'énoncés dans sa Politique québécoise de la jeunesse 2030, et sa reconnaissance de leurs demandes d'engagement civique accru, d'un dialogue intergénérationnel, d'un comportement respectueux de l'environnement et d'un soutien au démarrage d'entreprises<sup>39</sup>.

Les engagements du gouvernement du Canada envers les jeunes et l'action climatique encouragent également Oxfam-Québec. L'adoption par le gouvernement en 2018 de la toute première politique jeunesse pour le Canada représente une étape importante en vue d'officialiser ses engagements envers les jeunes et d'en rendre compte. Cette politique reconnaît le droit des jeunes d'être entendus et respectés ainsi que leur droit à un accès égal à des possibilités et à du soutien. Elle s'engage aussi à créer de véritables moyens permettant aux jeunes de participer de façon significative et de répondre à leurs besoins dans le cadre d'un éventail de priorités déterminées par les jeunes, notamment les changements climatiques<sup>40</sup>.

Enfin, Oxfam-Québec reconnaît le rôle important des organismes

communautaires en matière de soutien et de renforcement de l'inclusion des jeunes et de l'action climatique.

Alors que les gouvernements et la société civile font progresser leurs engagements à l'égard des jeunes et de l'action climatique dans le cadre d'une réponse à une pandémie plus vaste, il s'avère essentiel qu'ils : 1) accordent la priorité aux besoins des jeunes dans le cadre de l'action climatique; 2) institutionnalisent l'inclusion des jeunes dans la prise de décisions climatiques; 3) renforcent l'éducation des jeunes en matière de climat; et 4) soutiennent l'action menée par les jeunes. Pour ce faire, Oxfam-Québec propose les recommandations suivantes au gouvernement du Canada, au gouvernement du Québec et aux organisations de la société civile.

## GOVERNEMENT DU CANADA

- Reconnaître que les jeunes Canadiens seront touchés de façon disproportionnée par les changements climatiques et s'engager à respecter le principe d'équité intergénérationnelle dans toutes les politiques et tous les programmes climatiques.
- Reconnaître que les collectivités autochtones et les jeunes Autochtones subissent et continueront de subir les pires effets des changements climatiques.
- S'engager à intégrer de jeunes délégués comme négociateurs officiels pour le Canada à la CCNUCC et s'assurer que ce processus est inclusif; établir un programme de formation en négociation climatique pour les jeunes femmes, les jeunes Autochtones, les jeunes racisés et les autres jeunes marginalisés.
- Renforcer les mécanismes de financement établis pour les initiatives dirigées par des jeunes, comme le Fonds d'action pour le climat et les microsubventions du Service jeunesse Canada.
- Veiller à ce qu'au moins 15 % de toutes les initiatives climatiques financées par le gouvernement du Canada soient dirigées par des jeunes.
- Aligner les politiques climatiques sur la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) du Canada, et veiller à ce que tous les projets de financement climat tiennent compte des différents besoins des jeunes, notamment des jeunes femmes, dans leurs objectifs, leur conception et leur mise en œuvre, et à ce que les marqueurs d'âge et de genre soient signalés de façon transparente à l'OCDE.
- Envisager la création d'un Fonds jeunesse consacré à l'adaptation aux changements climatiques et basé sur des subventions, équitablement accessible aux jeunes dans toute leur diversité.



# GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

- Reconnaître que les jeunes Québécois seront touchés de façon disproportionnée par les changements climatiques et s'engager à respecter le principe d'équité intergénérationnelle dans toutes les politiques et tous les programmes climatiques.
- Reconnaître que les collectivités autochtones et les jeunes Autochtones subissent et continueront de subir les pires effets des changements climatiques.
- Reconnaître que l'action climatique actuelle au Québec n'est pas équivalente à sa juste part de l'effort climatique mondial (juste part calculée<sup>41</sup> en fonction de sa responsabilité et de sa capacité à lutter contre les changements climatiques, selon les critères établis par la Convention-cadre des Nations Unies, à laquelle le Québec s'est déclaré lié en 1992). En ne le faisant pas, il alimente l'injustice intergénérationnelle la plus fondamentale. Si le Québec ne fait pas sa juste part de l'effort mondial, ces réductions devront être réalisées par d'autres nations. Pire encore, elles auront des répercussions accrues sur les populations, particulièrement les plus vulnérables, parmi lesquelles les jeunes.
- Augmenter son objectif national de réduction des émissions pour 2030 et sa contribution au financement international pour le climat.
- Élargir et diversifier l'inclusion des jeunes du Québec comme membres officiels de sa délégation aux conférences de la CCNUCC et dans d'autres forums de négociation sur le climat.
- Adopter des politiques pour intégrer l'éducation sur la justice climatique et les modèles d'économie durables dans les écoles publiques, y compris les connaissances environnementales traditionnelles des Premières Nations et des Inuits.

## ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Permettre un renforcement des capacités et fournir un soutien financier pour l'action climatique menée par les jeunes Canadiens.
- Aider les jeunes, en particulier les jeunes femmes, les jeunes Autochtones et les jeunes racisés, à présenter une demande au Fonds d'action pour le climat, qui exige des connaissances en rédaction de demandes de subvention ainsi qu'en planification et en gestion de projets.
- Créer des mécanismes internes pour inclure les jeunes dans

l'élaboration de politiques et de programmes sur les changements climatiques.

- Plaider pour la représentation des jeunes dans les rencontres et instances décisionnelles locales et internationales, en particulier les jeunes du Sud et des communautés historiquement marginalisées.
- Créer de nouvelles occasions de concertation intergénérationnelle.

- 
- <sup>1</sup> CBC, "Get a Unique View Inside (and Above) Montreal's Half-Million Climate March," CBC News, September 28, 2019, <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/get-a-unique-view-inside-and-above-montreal-s-half-million-climate-march-1.5301122>.
- <sup>2</sup> David Coletto, « Canadians Expect Bold Action to Deal with the Economic and Social Impact of the Pandemic », Abacus Data, consulté le 23 septembre 2020, [https://d3n8a8pro7vnm.cloudfront.net/broadbent/pages/57/attachments/original/1600179780/Canadians\\_Expect\\_Bold\\_Action\\_To\\_Deal\\_With\\_The\\_Economic\\_And\\_Social\\_Impact\\_Of\\_The\\_Pandemic.pdf?1600179780](https://d3n8a8pro7vnm.cloudfront.net/broadbent/pages/57/attachments/original/1600179780/Canadians_Expect_Bold_Action_To_Deal_With_The_Economic_And_Social_Impact_Of_The_Pandemic.pdf?1600179780).
- <sup>3</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1822305/environnement-elections-federales-promesses-politiques-climatique>
- <sup>4</sup> FAD, « Chapter 7 – Climate Change Is a Youth Issue », dans Rural Development Report 2019 – Creating Opportunities for Rural Youth (Rome : Fonds international de développement agricole (FIDA), 2019), p. 192-209; Giulia El Dardiry, « Youth and COVID-19 », note d'information (Montréal : Oxfam-Québec, 2020), <https://oxfam.qc.ca/wp-content/uploads/2020/06/covid19-youth-briefing-note.pdf>.
- <sup>5</sup> Elizabeth Bush and Donald S. Lemmen, eds., *Canada's Changing Climate* (Ottawa: Government of Canada, 2019).
- <sup>6</sup> Irena Buka and Katherine M. Shea, "Global Climate Change and Health in Canadian Children," *Pediatric Child Health* 24, no. 8 (2019): 557; PHAC, "Climate Change and Human Health," Public Health Agency of Canada, October 4, 2019, <https://www.cpha.ca/climate-change-and-human-health>.
- <sup>7</sup> PHAC, "Climate Change and Human Health."
- <sup>8</sup> Quebec Government, "Impacts of Climate Change," Façons Le Pour Eux, accessed February 15, 2020, <https://www.faisonslepour eux.gouv.qc.ca/en/climate-change/impacts-of-climate-change>.
- <sup>9</sup> PHAC, "Climate Change and Human Health."
- <sup>10</sup> Joanna Petrasek MacDonald et coll., « A Necessary Voice : Climate Change and Lived Experiences of Youth in Rigolet, Nunatsiavut, Canada », *Global Environmental Change*, vol. 1, 2013, p. 360-371.
- <sup>11</sup> Sherilee L. Harper et al., "Changing Climate, Changing Health, Changing Stories' Profile: Using an EcoHealth Approach to Explore Impacts of Climate Change on Inuit Health," *EcoHealth* 9, no. 1 (2012): 89-101; IPCC, "Climate Change 2007: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change" (Geneva: Intergovernmental Panel on Climate Change, 2007); Joanna Petrasek MacDonald et al., "A Necessary Voice: Climate Change and Lived Experiences of Youth in Rigolet, Nunatsiavut, Canada," *Global Environmental Change* 23, no. 1 (2013): 360-71.
- <sup>12</sup> MacDonald et al., "A Necessary Voice: Climate Change and Lived Experiences of Youth in Rigolet, Nunatsiavut, Canada."
- <sup>13</sup> Rebekah Elkerton, "Rapport 2019 Portant Sur Les Changements Climatiques" (Kahnawake, Quebec: Quebec Native Women Inc., 2019).
- <sup>14</sup> Pierre Gosselin et al., "The Burgeoning Field of Transdisciplinary Adaptation Research in Quebec (1998-): A Climate Change-Related Public Health Narrative," *Journal of Multidisciplinary Healthcare* 4 (2011): 337-48.
- <sup>15</sup> David Houle and Erick Lachapelle, "Quebec's Political Consensus Over Carbon Price System," *Policy Options Politiques*, July 17, 2019, <https://policyoptions.irpp.org/magazines/july-2019/quebecs-political-consensus-over-carbon-price-system/>.
- <sup>16</sup> Quebec Government, "2013-2020 Climate Change Action Plan," Environnement et Lutte contre les Changements Climatiques Quebec, accessed March 1, 2020, <http://www.environnement.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/plan-action-fonds-vert-en.asp>.
- <sup>17</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1822908/environnement-boussole-election-oleoduc-ges>
- <sup>18</sup> COPTICOM; Lachapelle and Seguin, "Les Québécois et Le Climat : État de La Situation, Un an plus Tard."
- <sup>19</sup> <sup>20</sup> [https://justiceclimatiquemontreal.ca/a\\_propos](https://justiceclimatiquemontreal.ca/a_propos)
- <sup>21</sup> Alastair Sharp, « Climate Strike More Urgent Given Trudeau Lack of Green Ambition, Young Activists Say », *National Observer*, 25 septembre 2020, <https://www.nationalobserver.com/2020/09/25/news/climate-strike-more-urgent-given-trudeaus-lack-green-ambition-young-activists-say>.
- <sup>22</sup> UNSG, « Intergenerational Solidarity and the Needs of Future Generations », Rapport du Secrétaire général (New York : Nations Unies, 2013).
- <sup>23</sup> <sup>24</sup> <sup>26</sup> <https://enjeu.qc.ca/justice/>
- <sup>27</sup> Alastair Sharp, « Climate Strike More Urgent Given Trudeau Lack of Green Ambition, Young Activists Say »,

---

National Observer, 25 septembre 2020, <https://www.nationalobserver.com/2020/09/25/news/climate-strike-more-urgent-given-trudeaus-lack-green-ambition-young-activists-say>.

<sup>28</sup> Alastair Sharp, « Climate Strike More Urgent Given Trudeau Lack of Green Ambition, Young Activists Say », National Observer, 25 septembre 2020, <https://www.nationalobserver.com/2020/09/25/news/climate-strike-more-urgent-given-trudeaus-lack-green-ambition-young-activists-say>.

<sup>29</sup> Alastair Sharp, « Climate Strike More Urgent Given Trudeau Lack of Green Ambition, Young Activists Say », National Observer, 25 septembre 2020, <https://www.nationalobserver.com/2020/09/25/news/climate-strike-more-urgent-given-trudeaus-lack-green-ambition-young-activists-say>; « La Lettre », Not Going Back, consulté le 25 septembre 2020, <https://wearenotgoingback.ca/fr/>.

<sup>30</sup> FES, “Who We Are,” Foundation for Environmental Stewardship, accessed December 20, 2019, <https://www.fesplanet.org/>.

<sup>31</sup> Justice Climatique Montréal, “Community Forum to Build Resistance and Alternatives to Pipelines,” Justice Climatique / Climate Justice Montréal, June 8, 2013, <http://climatejusticemontreal.ca/2013/06/08/community-forum-to-build-resistance-and-alternatives-to-pipelines/>.

<sup>32</sup> Alexandre Shields, “L’Université Laval s’éloigne Des Énergies Fossiles,” Le Devoir, February 16, 2017, <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/491741/l-universite-laval-s-engage-a-retirer-ses-investissements-des-energies-fossiles>.

<sup>33</sup> <https://www.nationalobserver.com/2021/10/19/news/environmental-groups-applaud-quebecs-ban-fossil-fuel-exploration>

<sup>34</sup> Youth4Nature, “Mobilizing Youth to Advocate for Nature-Based Solutions,” Youth4Nature, accessed February 17, 2020, <https://www.youth4nature.org/>.

<sup>35</sup> Oxfam-Québec, “Amplify,” Oxfam-Québec, accessed February 16, 2020, <https://oxfam.qc.ca/amplify/>.

<sup>36</sup> YCL, “Greenpreneurs 2019,” Youth Climate Lab, accessed December 15, 2019, <https://www.youthclimatelab.org/greenpreneurs-2019>.

<sup>37</sup> <https://www.fr.oxia-initiative.com/about>

<sup>38</sup>

<sup>39</sup> Gouvernement du Québec, “The 2030 Québec Youth Policy: Working Together for Current and Future Generations” (Québec: Secrétariat à la jeunesse, Ministère du Conseil exécutif, Gouvernement du Québec, 2016), <https://www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/documents/pqj-2030-en.pdf>.

<sup>40</sup> “Canada’s Youth Policy” (Ottawa: Government of Canada, 2018).